

# Couac diplomatique et humiliante image : après les «hélas» le «holà» !!!

**Q**ui par ruse politique peut s'offrir le luxe d'être imprudent toutes les fois où il recourt à la dissimulation ? Or, il semble bien que les tireurs de ficelles, agissant à partir du Palais, se soient lamentablement plantés, cette fois, à la suite d'un énorme cafouillage consécutif à une «saute d'humeur» diplomatique. En se souciant seulement de colmater les brèches d'une crise, alors qu'allaient s'ouvrir des négociations économiques, ils optèrent pour une audience solennelle qu'accorderait Bouteflika, sans qu'ils aient pris la précaution de consulter ses médecins traitants quant à sa capacité où non de recevoir les hôtes français. Une légèreté dans le timing qui donna lieu à de choquantes images d'un Président en état de quasi-sidération face à des hôtes étrangers.

Chez les Algériens, l'humiliation était perceptible dans l'expression des regards mais également dans les mots de la colère qui ponctuèrent leurs réactions sur les réseaux sociaux. Honteusement, ils furent contraints d'admettre que celui qui les gouverne n'est en vérité qu'une marionnette entre les mains d'une camarilla qui s'est définitivement emparée des attributs de la fonction présidentielle ; et cela depuis deux années au moins. C'est-à-dire depuis sa fictive réinvestiture pour un 4<sup>e</sup> mandat (17 avril 2014) dont on est allé jusqu'à la justifier par la nécessité impérieuse qu'exige la stabilité du pays au moment où tout est «désordre» dans notre environnement arabe. Or, dans les faits, la reconduction d'un grand malade inapte à assumer sa haute charge obéissait réellement à une mise

sous curatelle de la direction du pays par des réseaux d'intérêts organisés autour de tuteurs orchestrant la vie publique. En somme, un véritable putsch mais sans victime attitrée.

La persistance de cet étrange vide politique que ne suppléait, jusqu'à récemment, que les interventions souvent facétieuses d'un Premier ministre de moins en moins écouté et cru sur parole, indique cependant que les «curateurs» éprouvent de la peine à contenir la pression qui remonte vers le Palais. Il est vrai que le cul-de-sac, au fond duquel se retrouvent les institutions dans leur totalité, prépare l'Algérie à des lendemains douloureux. Or, la déliquescence galopante de l'appareil d'Etat s'explique en grande partie par l'incursion des lobbies de l'affairisme devenus influents lors des délibérations gouvernementales. C'est, par conséquent, la lente dégradation de l'autorité de l'Etat, qui est en train de faire le lit à la «somalisation» de l'Algérie. La spirale du chaos que l'on craignait au lendemain du viol de la Constitution (2009) et de la confiscation du pouvoir est désormais à l'œuvre, aujourd'hui en 2016.

Après la «réélection» d'un grand malade en 2014, l'on pouvait effectivement imaginer que les rouages de l'Etat allaient être contrôlés par des prête-noms. L'hypothèse, validée depuis, ne donne-t-elle pas de l'Algérie une image tout à fait insupportable ? Celle d'une République aux contours réels mais dont le fonctionnement est semblable aux modes opératoires des mafias. C'est justement à l'ombre d'une indifférence trop bienveillante de la hiérarchie militaire, se gaussant mensongèrement de sa neutralité politique, qu'agissent les cercles du clan en train de mettre en coupe

réglée le pays au prétexte qu'ils lui injectent quotidiennement sa dose de «stabilité». Pourtant, nul ne peut croire un instant que le fait de maintenir coûte que coûte un régime chancelant vaut mieux qu'un pari sur la rénovation et le changement. Et c'est forcément à octobre 1988 qu'il est fait référence un peu partout dans les discussions évoquant un hypothétique arbitrage de la rue.

En effet, le contexte alarmant favorise toute remise en perspective de ce moment historique. Autrement dit, un ressourcement en vue d'un changement cette fois réussi. Car contrairement aux données ayant prévalu lors de l'insurrection de 1988, l'édifice de l'Etat est aujourd'hui verrouillé de toutes parts. De même, les gens qui détiennent le pouvoir sont eux aussi, délégitimés et sans autre possibilité pour préserver leur autorité que la répression molle et la contamination par le biais de la corruption. D'ailleurs, la chape de la complicité passive qui a affecté l'ensemble des institutions de la République a d'abord été la «boîte à outils» des cabinets noirs du système avant de devenir le joujou favori de l'actuel Président. Emanant des officines qui furent les accoucheuses de la pernicieuse doctrine décrétant le primat de la «raison d'Etat» sur la «justesse des revendications populaires», elle sera récupérée par Bouteflika qui en fit l'alpha et l'oméga de la consolidation de son régime.

Grâce à ce verrou idéologique l'Algérie s'est mise à changer de présidents en les dégommant à la suite les uns des autres sans toutefois améliorer son capital démocratique. Autrement dit, l'on ne parlait plus d'alternance mais de «turn-over». En clair une rotation de personnels sans changement foncier. C'était



Par Boubakeur Hamidechi  
boubakeur.hamidechi@Yahoo.fr

d'ailleurs à la suite du rodage de cette formule que fut ramené Bouteflika en 1999.

A sa manière, il restaurera l'esprit du système en privilégiant la corruption matérielle et en faisant de la vénalité un gage de la fidélité à sa personne. Cela explique en partie pourquoi il est souvent caricaturé comme un marchand de tapis, s'accommodant de médiocres réseaux de compagnonnages au lieu d'être perçu comme une personnalité de grande conviction, ne sachant gouverner qu'avec une élite de la même envergure. Hélas, pour sa personne mais surtout pour le pays, ces préjugés du passé ont fini par le rattraper au présent. Car qui désormais est en mesure de réfuter le triste héritage qu'il laissera à l'Algérie si ce n'est de l'avoir déjà envoyé au «cabanon des nations humiliées» ?

A la vue des récentes séquences de son pathétique magistère, même le futur tribunal de l'histoire ne devrait pas occulter l'étendue du désastre que son ambition vient d'occasionner.

B. H.

Le Soir sur Internet :  
http://www.lesoirdalgerie.com  
E-mail :  
info@lesoirdalgerie.com

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com  
@hakimlaalam



## Mais qui les empêche de bosser, M'sieur ?

*Pourquoi ce lourd silence du régime après les images affligeantes de Abdekka ? Parce qu'ils sont polis, là-haut. Et les gens polis ne...*

... parlent pas la bouche pleine !

Le garde des sots que nous sommes devenus a été très clair sur l'affaire Khelil : «Il faut laisser la justice faire son travail !» Quand tu entends ça, t'as aussitôt l'impression que nous sommes près de 40 millions à retenir les juges par leurs robes, à faire ceinture autour des tribunaux et à les empêcher de bosser. Tu te dis que c'est incroyable ce peuple qui ne laisse pas travailler tranquillement sa justice indépendante, tellement indépendante. Et puis, tant qu'à faire et tant qu'on y est, avec ce genre de sentences, «laissons la justice faire son travail sereinement», tu nous imagines tout de suite, nous, les gueux empêcheurs que justice soit faite nous réunissant à midi aux terrasses des cafés et fast-foods – les gueux mangent toujours dans les fast-foods – et comparant nos bilans respectifs de la journée : «Et sinon, toi, t'as réussi à bloquer le boulot de combien de magistrats ce matin ? Cinq !

Waouh ! Un de plus que moi. Bravo ! Eh bien l'après-midi, après la pause-déjeuner, j'essaierai de me rattraper !». M'enfin monsieur le préposé à la balance ! Pour empêcher la justice de travailler, y a un élément de l'équation indispensable que vous semblez oublier : faut qu'elle bosse cette justice ! Et pour l'heure, la seule cour où j'ai vu Chakib Khelil faire les cent pas, c'est celle de la zaouia ! Pas la salle des pas perdus du tribunal ! Juré ! Promis ! Parole de fumeur de thé, si la justice se met enfin au boulot, je vous assure le service d'ordre autour des prétoires et des bureaux des juges. Vous n'aurez même pas besoin de déranger votre collègue de l'Intérieur du système pour ça. Mes amis et moi formerons des cordons sanitaires encadrant les tribunaux, et les juges pourront arriver et partir sans aucune entrave à leur travail. Le moindre zigoto qui osera perturber la sérénité légendaire de nos juges, de jour comme de nuit, de nuit comme de nuit, aura affaire à nos escouades. Allez ! Au boulot ! Juste au boulot ! Tout en fumant du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.